

Sud éducation 34

Solidaires

L'école n'est pas une entreprise ! L'éducation n'est pas une marchandise !

✉ 23, rue Lakanal 34090 Montpellier ☎ 04 67 02 10 32
✉ syndicat@sudeducation34.org



Inflation, injustice sociale, manque de moyens : le désastre en guise de rentrée

Le 29 septembre, toutes et tous en grève pour nos salaires, pour la justice sociale et des moyens pour le service public d'éducation !

Le jeudi 25 août, le président Macron s'est invité à la Sorbonne pour s'adresser aux rectrices et recteurs d'académie à la place du ministre de l'Éducation nationale. C'est le signe que l'école, déjà beaucoup attaquée par les gouvernements précédents, est plus que jamais dans le viseur des politiques libérales. En effet, l'éducation, contrairement aux transports ou à l'énergie, reste, malgré de nombreuses attaques subies, un service public quelque peu épargné par la logique capitaliste et c'est sans doute ce qui ne convient pas au gouvernement des riches.

Une politique éducative dans la continuité de Blanquer

Derrière les formules ampoulées du président Macron, qui annoncent une « révolution culturelle » pour l'École, on devine qu'il est question de renforcement de l'autonomie, du management et du tri social. Car évidemment, cette soi-disant « révolution » est dans la continuité du précédent quinquennat :
- généralisation de l'expérimentation annoncée en 2021 pour les écoles de Marseille avec des subventions accordées à la discrétion de la hiérarchie et un recrutement direct des enseignant·es ;
- renforcement du pilotage par l'évaluation, qui accentue la concurrence entre les élèves, entre les personnels et entre les établissements scolaires ;
- développement de l'apprentissage au détriment de l'enseignement professionnel sous statut

scolaire, ce qui permet de fournir de la main d'œuvre bon marché au patronat ;

- renforcement des « fondamentaux » sans d'ailleurs interroger ce qui est vraiment « fondamental » dans une société en crise ;
- recours massif à des personnels contractuel·les qui ne bénéficient pas des mêmes droits que les titulaires pour pallier la crise du recrutement.

Mais pas un mot sur l'épuisement généré par l'aggravation de nos conditions de travail et la dégradation de nos conditions de vie, ni sur l'humiliation collective générée par 5 ans de mépris ministériel. Au contraire, Macron rend un hommage très appuyé à son ancien ministre Blanquer et le remercie chaleureusement pour le travail accompli.

Des promesses salariales en trompe l'œil

Du côté des salaires, on nous annonce de nouveau une revalorisation historique mais on attend encore les mesures concrètes. Pour l'instant, la seule chose mise en place est une augmentation de 3,5 % de la valeur du point d'indice (à partir duquel sont calculés les salaires des fonctionnaires), qui ne compense pas du tout l'explosion du coût de la vie. On nous pro-

met 10 % d'augmentation dans un futur proche mais, au rythme où l'inflation progresse, cela ne rattrapera pas le pouvoir d'achat perdu. On nous annonce également qu'aucun·e enseignant·e ne commencera en-dessous de 2000 euros dès la rentrée 2023 mais rien n'est dit pour les autres personnels, notamment les AESH ou les AED qui

attendent vainement une vraie augmentation de leurs salaires de misère. Rien n'est dit non plus sur les traitements des enseignant·es non-débu-tant·es, qui, depuis 20 ans ont subis une perte de pouvoir d'achat en raison du gel du point d'indice.

Parallèlement, le gouvernement essaie de nous vendre la possibilité d'accepter des missions nouvelles qui nous donneraient droit à des augmentations de salaire jusqu'à 20 %. **Toujours le fameux** « travailler plus pour gagner plus » de Sarkozy, qui n'est pas du tout une mesure de progrès social.

Alors qu'il faudrait partager le travail pour permettre à tout le monde de travailler, et alors que beaucoup de personnels se plaignent déjà d'un épisode physique, psychique et émotionnel lié à leur travail, cette mesure condamne à la précarité économique

Des politiques injustes qui nous mènent droit dans le mur

Comme pour la gestion de l'épidémie de Covid-19, particulièrement catastrophique dans les établissements scolaires, comme pour la crise climatique, dont les manifestations se sont tellement accélérées pendant l'été qu'il devient difficile de les nier, **la réponse du président Macron et de son gouvernement n'a qu'une logique : préserver les intérêts du capitalisme.** Là où il faudrait aller vers plus de justice sociale, on nous parle de travailler plus et là où il faudrait changer radicalement de paradigme en commençant par s'attaquer frontalement aux criminels climatiques directement responsables du réchauffement de la planète que sont des entreprises comme Total, on nous parle de la fin d'une prétendue « insouciance » qui jusqu'à cet été 2022 nous au-raient toutes et tous habité·es.

La crise écologique en cours et la guerre menée par la Russie en Ukraine sont donc utilisées pour nous signifier la fin d'une abondance que la plupart d'entre nous n'ont jamais connue et à laquelle ils et elles n'aspirent d'ailleurs même pas. Au final, l'urgence est un bon prétexte pour présenter comme inéluctables des mesures qui affecteront durement la vie du plus

les personnels qui, en raison d'impératifs familiaux, de problèmes de santé ou de la fatigue liée à l'âge, ne peuvent pas faire davantage d'heures. Et cette logique du « travailler plus pour gagner plus » est d'autant plus injuste dans un secteur où travaillent majoritairement des femmes et dans un contexte où le report de l'âge légal du départ en retraite est déjà dans les cartons du gouvernement.

Excluante pour les moins valides ou les plus âgé·es, excluante pour les femmes, cette mesure est révélatrice de ce qu'est une société inclusive pour ce gouvernement. Ceci dit, à ce sujet, l'insuffisance des moyens octroyés pour accueillir les élèves en situation de handicap, et notamment le traitement fait aux personnels sensé·es faciliter leur inclusion scolaire, les AESH, nous éclaire depuis longtemps sur le décalage entre réalité et beaux discours.

Des politiques injustes qui nous mènent droit dans le mur

grand nombre tout en permettant l'abondance destructrice d'une minorité.

Cette logique qui nous conduit droit à la catastrophe, nous devons l'inverser. Se réapproprier nos vies en ayant comme boussole le bien commun et le refus de l'exploitation... Face aux jours de mal-heur promis par celles et ceux qui nous gouvernent, nous n'avons pas le choix : nous organiser collectivement sur nos lieux de travail, dans le syndicat, dans les quartiers où nous vivons. Faisons confiance en nos capacités à changer collectivement l'ordre des choses. Dans l'Éducation nationale comme dans le reste de la société, mobilisons-nous pour imposer la redistribution des richesses au service de la justice sociale et environnementale !

Ce sont l'ensemble des travailleuses et des travailleurs, avec ou sans emploi, qui subissent les effets de l'inflation, de la mise à sac des services publics et des effets du dérèglement climatique pendant que les grands patrons s'enrichissent et détruisent la planète.

SUD éducation appelle, avec l'Union syndicale Solidaires à une grève interprofessionnelle le 29 septembre 2022 pour faire entendre nos revendications salariales.

Mais, nous le savons pertinemment, une journée de grève ne suffira pas. Nous devons, dès à présent, préparer les conditions d'une grève reconductible, à même de nous faire gagner. SUD éducation 34 appelle les personnels, dans les écoles et les établissements, à se réunir pour discuter des conditions de rentrée et envisager les mobilisations à venir.